



## ARCHIVED - Archiving Content

### Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

## ARCHIVÉE - Contenu archivé

### Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.

# Dépenses pour les services de police et les coûts du crime

Paul Brantingham

Université Simon Fraser, Institute for Canadian Urban Research Studies (ICURS)

## INTRODUCTION ET CONTEXTE

L'Institute for Canadian Urban Research Studies (ICURS) à l'université Simon Fraser a enquêté sur les conséquences financières du crime sur la société canadienne – un coût qui est assumé par le gouvernement dans les dépenses du système de justice pénale, ainsi que par les victimes en perte de biens, de productivité, en mesures de sécurité personnelles et ainsi de suite.

Des diminutions importantes du taux de criminalité au Canada ont amené de nombreux observateurs à se demander si les dépenses pour les services de police, qui ont augmenté considérablement depuis le milieu des années 80 de façon absolue et par habitant, sont devenues disproportionnées par rapport aux dépenses des autres principaux services du gouvernement.

## MÉTHODES

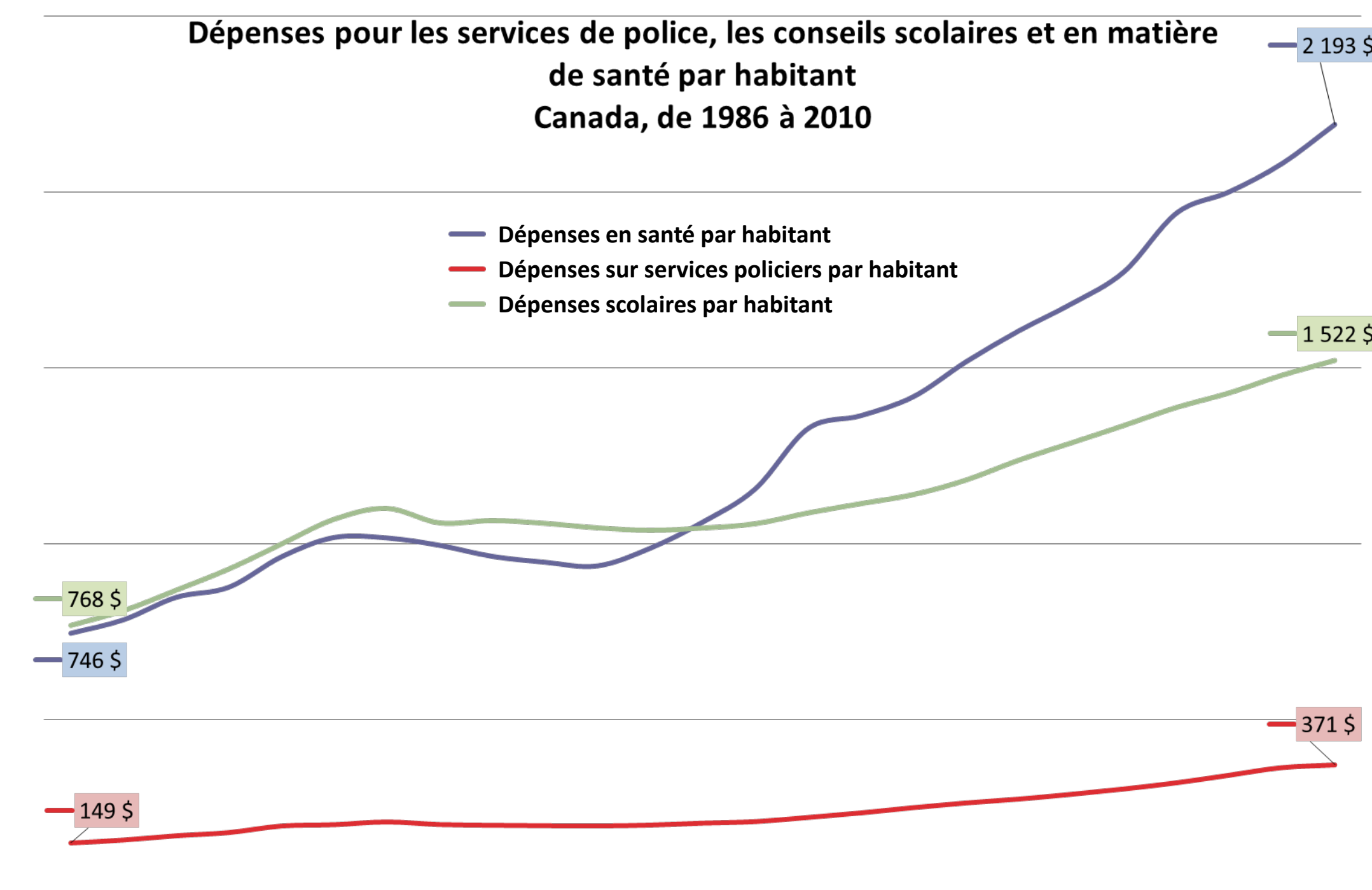
Afin de déterminer si les dépenses pour les services de police sont devenues disproportionnées par rapport aux autres services, elles ont été comparées longitudinalement à celles en matière de santé et des conseils scolaires.

L'estimation de la valeur monétaire des préjudices subis par les victimes de crimes est plus difficile. Steve Eason et Hilary Furness ont créé une méthode qui se sert du tableau de classification de la gravité des crimes élaborés par le Centre canadien de la statistique juridique afin d'estimer les coûts des jugements civils pour les préjudices civils connexes, comme les agressions et les introductions par effraction. L'évaluation de la valeur de la perte de vies, des besoins en soins médicaux découlant des crimes violents, de la perte de productivité, des pertes découlant de vols et de dommages, des dépenses relatives à la sécurité personnelle, de la détention et des coûts de la prévention de la criminalité ainsi que des douleurs et souffrances donne une indication du préjudice global causé aux victimes (voir ci-dessous).

| Coûts estimés de la victimisation en C.-B. en 2013                             |                  |
|--|------------------|
| Perte de vie   | 428 398 221 \$   |
| Soins médicaux (crimes violents seulement)                                     | 23 938 726 \$    |
| Perte de productivité  | 197 610 138 \$   |
| Pertes découlant de vols et de dommages  | 368 945 031 \$   |
| Dépenses en mesures de sécurité personnelle                                    | 323 075 269 \$   |
| Coûts de la détention  | 389 965 700 \$   |
| Douleurs et souffrances  | 6 372 649 818 \$ |
| Total du coût des méthodes Eason et Furness pour les victimes en C.-B. en 2013 | 8 104 582 902 \$ |

## RÉSULTATS

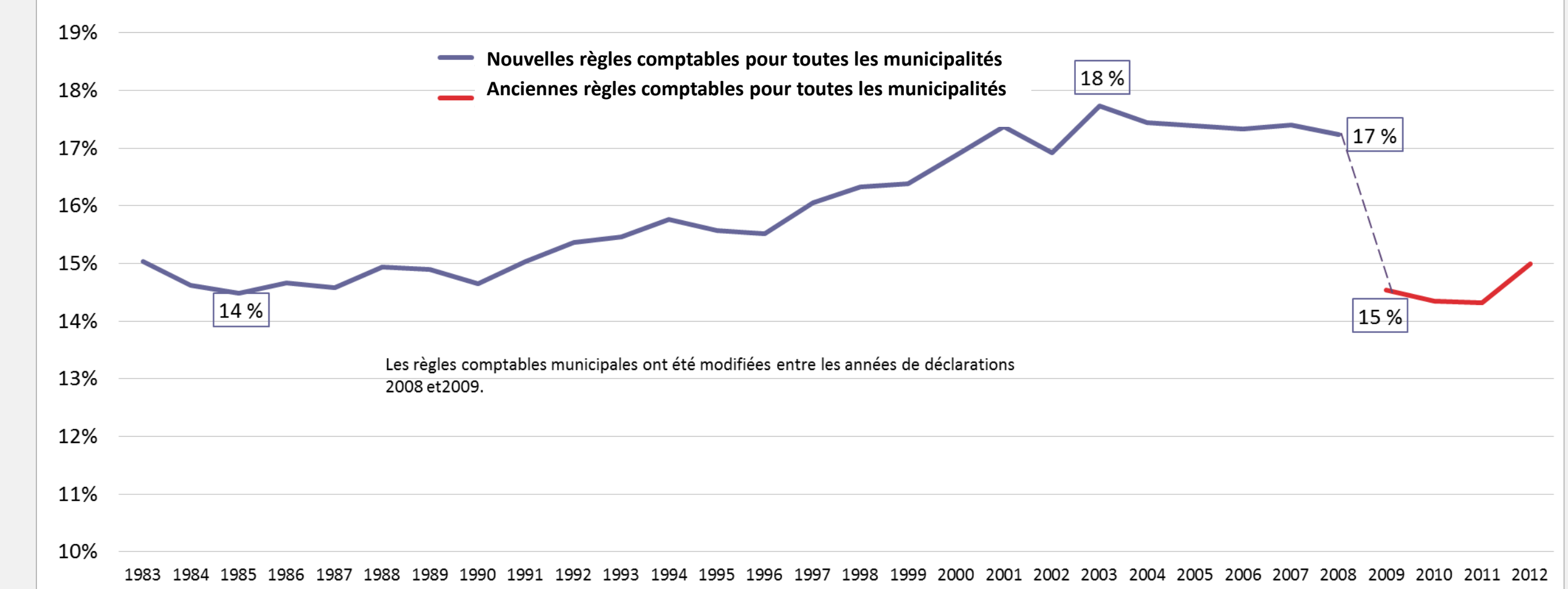
Un examen de l'augmentation des dépenses en matière de santé et d'éducation dans le même délai suggère que les dépenses pour les services de police ont augmenté à peu près dans la même proportion que les premières. En 1986, Les Canadiens ont dépensé environ 140 \$ par habitant pour des services de police; en 2010, ils y ont consacré 371 \$ par habitant. Les dépenses des conseils scolaires ont augmenté de 746 \$ par habitant à 1 522 \$. Les dépenses en matière de santé ont augmenté de 768 \$ par habitant à 2 193 \$ (voir ci-dessous).



En Colombie-Britannique, la proportion des budgets municipaux d'exploitation consacrés aux services de police a augmenté pour passer d'environ 14 % à 18 % en deux décennies, entre le milieu des années 80 et le milieu des années 2000. Cette proportion a ensuite diminué modérément en 2008. En 2009, la province a obligé les municipalités à adopter de nouvelles règles comptables conformes aux principes comptables généralement reconnus. Selon les nouvelles règles, les dépenses pour les services de police ont continué de représenter environ 15 % du total des budgets municipaux d'exploitation.

Il convient de noter que ces données ne comprennent pas les dépenses provinciales en ce qui concerne les services de police provinciaux dans des endroits très petits et non constitués, les dépenses du Canada relatives aux fonctions de police fédérales et les dépenses en capital (voir la prochaine colonne).

## Proportion des dépenses municipales d'exploitation consacrée aux services de police



## CONCLUSIONS

L'augmentation des dépenses pour les services de police s'apparente beaucoup à celle des dépenses en matière d'éducation et de santé et, dans ce contexte, elle ne semble pas disproportionnée. Cette recherche met également en évidence le fait que le coût de la criminalité assumée par les victimes est astronomique, à plus de 8 milliards de dollars – environ quatre fois le total des dépenses de la justice pénale dans la province.

## RÉFÉRENCES

Division du gouvernement local de la C.-B., tableau 402.

Easton, Furness et Brantingham, *The Cost of Crime*, Vancouver, The Fraser Institute, 2014.

Base de données CANSIM de Statistique Canada.

## PERSONNE-RESSOURCE

Nom : Paul Brantingham  
Université : Université Simon Fraser  
Courriel : [branting@sfu.ca](mailto:branting@sfu.ca)  
Téléphone : (778) 782-4175  
Site Web : [www.sfu.ca/icurs](http://www.sfu.ca/icurs)

